

ANALYSE ENVIRONNEMENTALE

MANITOBA



Automne 2013

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES.....	2
LISTE DES DIAGRAMMES ET ILLUSTRATIONS.....	2
LISTE DES TABLEAUX.....	2
À PROPOS DE L'ANALYSE ENVIRONNEMENTALE.....	2
POINTS PRINCIPAUX.....	3
INTRODUCTION.....	4
PARTIE 1 : APERÇU ET CONTEXTE ÉCONOMIQUE.....	4
PARTIE 2 : SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL, PROVINCIAL ET LOCAL.....	4
CONCLUSION.....	14
ANNEXES.....	14

Acronymes

PIB	Produit intérieur brut
RHDCC	Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Liste des diagrammes et illustrations

Diagramme 1 :	Taux de variation en pourcentage d'une année à l'autre de produit intérieur brut en Manitoba entre 2007 et 2014 (prévisions)	4
Diagramme 2 :	Le taux moyen de croissance annuelle de l'emploi en industrie au Manitoba, entre 2007 et 2012	5
Diagramme 3 :	Possibilités d'emploi anticipées par niveau de compétence au Manitoba, de 2013 à 2018.....	7
Diagramme 4 :	Possibilités d'emploi anticipés par type de compétence au Manitoba, de 2013 à 2018.....	8
Diagramme 5 :	La croissance annuelle de l'emploi dans les régions économiques de Manitoba, de 2007 à 2012	8
Diagramme 6 :	L'évolution de la population de Manitoba âgée de 65 ans et plus, et changement de la proportion de la population totale qu'elle représente, entre 1997 et 2012.....	10

Liste des tableaux

Tableau 1:	Évolution de l'emploi par industrie au Manitoba entre 2007 et 2012.....	9
-------------------	---	---

À propos de l'analyse environnementale

Au moins deux fois par année, la division de Service Canada responsable de l'information sur le marché du travail, pour la région de l'Ouest canadien et les Territoires, prépare une analyse économique et environnementale qui fournit un aperçu des conditions et tendances démographiques et économiques observées au Manitoba de même qu'un aperçu du marché du travail. Les analyses environnementales visent principalement à appuyer les opérations régionales de Service Canada en ciblant les pressions qui pourraient être exercées sur la prestation des services et programmes dans les régions. Cependant, ces analyses pourraient aussi intéresser ceux qui souhaitent en apprendre davantage sur la condition de l'économie ou du marché du travail d'une province ou d'une région donnée. Les analyses sont aussi utilisées par les économistes de Service Canada pour aider à déterminer les perspectives d'emploi dans certains secteurs et certaines professions.

Les faits et statistiques présentés dans ce document reflètent des renseignements accessibles en date de novembre 2013.

Points principaux

Aperçu

- Le Manitoba a démontré sa force et sa capacité d'adaptation en arrivant à éviter la majorité des défis financiers auxquels ont été confrontées plusieurs autres régions du pays ces dernières années. La province jouit présentement d'un niveau d'emploi record et de l'un des plus faibles taux de chômage au Canada.
- L'industrie agricole du Manitoba devrait connaître une croissance à court terme, ayant surmonté les défis associés aux graves inondations des dernières années. Les fermiers de la province ont aussi enregistré des résultats positifs en 2012, étant donné la sécheresse qui s'est abattue sur les États-Unis et qui a entraîné l'augmentation du prix du grain.
- En allant de l'avant, l'industrie de la construction du Manitoba devrait connaître une croissance importante et embaucher des milliers de Manitobains à court et à moyen terme. Dans la région de Winnipeg, on prévoit que la demande en logements continuera de croître puisque les travaux continus liés à d'importants projets hydro-électriques au nord de la province nécessiteront l'embauche de milliers de travailleurs.
- Dans l'ensemble, l'économie du Manitoba continue de bien se porter et de montrer des signes de force. Bien que l'on s'attende à ce que l'économie de la province ralentisse quelque peu cette année, son PIB devrait s'améliorer en 2014.

Situation du marché du travail régional, provincial et local

- À l'exception d'une année stagnante en 2009, la croissance annuelle de l'emploi au Manitoba est demeurée stable autour de 1 % depuis 2007. Au cours des cinq dernières années, cette croissance a été alimentée par l'industrie de la construction (5,9 %) et des services non commerciaux (1,9 %).
- La plus forte croissance de l'emploi depuis 2007 a été observée dans le groupe des travailleurs de 55 ans et plus, puisque plusieurs travailleurs âgés ont choisi de retarder leur retraite durant la récession. Durant cette même période, on a enregistré une perte nette chez les travailleurs de moins de 25 ans.
- Au cours des cinq prochaines années, la demande de l'emploi sera plus forte pour les emplois qui exigent un diplôme d'études secondaires et postsecondaires. Moins de 9 % des possibilités d'emploi s'adresseront aux travailleurs qui n'ont pas de diplômes d'études secondaires.
- Les populations immigrées du Manitoba ont augmenté depuis 2007, et on peut y attribuer la majorité de la croissance de la main-d'œuvre de la province. La sortie nette de travailleurs vers d'autres provinces ou territoires du Canada continue d'être élevée.
- Chez les Autochtones, le taux de chômage, soit 13,8 %, est presque trois fois supérieur à la moyenne de la population non autochtone (5,2 %). Donc, l'augmentation du taux d'activités de la population autochtone pourrait contribuer à réduire la pénurie de main-d'œuvre.
- On estime que 90 % des Manitobains ne parlent que l'anglais, et que 9 % parlent les deux langues officielles. Un recours à l'immigration pour la croissance économique a fait en sorte que l'on retrouve au Manitoba un pourcentage supérieur à la moyenne de personnes dont la langue maternelle n'est pas l'une des deux langues officielles.

Introduction

L'objectif de l'analyse environnementale est de fournir un aperçu des tendances importantes et des questions auxquelles sont confrontés le Canada et le Manitoba, et qui influenceront l'environnement social et économique actuel et au cours des prochaines années. Le document fournit des renseignements à jour et fondés sur des données probantes qui appuient le processus de planification des activités. Il est divisé en deux grandes parties : la première partie du document inclut un aperçu de la situation économique et certains renseignements sur les perspectives d'emploi; et la deuxième partie fournit des perspectives sur le marché du travail régional, provincial et local. Certains termes et certaines définitions sont présentés à la page 12 en annexe.

Partie 1 : Aperçu et contexte économique

Le monde

Pour la deuxième année consécutive, l'économie mondiale a ralenti en 2012, alors que la faible croissance dans les pays développés, y compris aux États-Unis, continue à se faire sentir. Au début de 2013, on pensait, en général, que les conditions seraient améliorées dans la seconde moitié de l'année, mais cette amélioration est maintenant susceptible de se produire à la fin de 2014. En octobre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) a baissé ses objectifs de 2013 en matière d'expansion économique mondiale à 2,9 %, ce qui s'est traduit en une troisième année consécutive de ralentissement de la croissance à l'échelle du globe.

Les États-Unis sont la plus grande économie du monde, représentant ainsi plus de 18 % du PIB mondial en 2012. Cependant, selon les dernières prévisions du FMI, la Chine pourrait prendre cette place dès 2016. Cela n'est pas étonnant, les deux économies sont étroitement liées, et la Chine ressent les répercussions d'une faible croissance dans plusieurs de ses grands marchés d'exportation, y compris celui des États-Unis. En fait, l'expansion de la Chine s'est ralentie aux alentours de 7,5 % par année. Même si, selon les normes occidentales, ce taux de croissance semble astronomique, pour les Chinois, il représente le pire rendement de leur pays dans 23 ans.

Pour ce qui est des États-Unis, de la croissance stable reste des plus incertaines. À la suite de deux années relativement lentes, l'économie a crû de 2,2 % en 2012, soit le taux le plus élevé parmi les pays du G7. Au premier semestre de 2013, la croissance des États-Unis a ralenti. Donc, le FMI prévoit maintenant un taux de croissance total de 1,6 % pour cette année.

Cependant, il y a un optimisme très répandu selon lequel les États-Unis constitueront le moteur d'une grande partie de l'économie mondiale en 2014. Selon le Conference Board du Canada¹, l'économie des États-Unis connaîtra une reprise l'année prochaine, avec un taux d'expansion de plus de 3 %. Cette perspective positive est renforcée par le FMI qui prévoit une croissance de 2,6 % du PIB aux États-Unis en 2014.

Entre-temps, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et d'autres états membres de l'Union européenne (UE) continuent de sortir de la récession. Ayant diminué de 0,4 % en 2012, l'économie de l'UE devrait encore reculer de 0,4 % en 2013, selon le FMI. Les répercussions de la crise de la dette souveraine ont varié partout au sein de l'UE. De plus, les états membres les plus touchés de l'UE continuent de subir les effets des mesures d'austérité en vigueur. Cependant, les indicateurs de la confiance des entreprises

¹ Le Conference Board du Canada, Perspectives mondiales — tendances et perspectives économiques mondiales : automne 2013

(soit l'inflation, les taux d'intérêt, les investissements étrangers, etc.) laissent croire que les activités économiques sont sur le point de se stabiliser dans certains états membres de l'UE.

Le Canada

En 2012, l'économie canadienne a surpassé celles de la plupart des autres pays développés, affichant une croissance du PIB en termes réels de 1,8 % cette année. Bien que le Canada se soit bien tiré par rapport à ses pairs, sur la base de ses propres mérites, son rendement économique de 2012 est médiocre. À long terme, le pays doit connaître une croissance du PIB de l'ordre de 2 à 2,5 %, afin que les Canadiens puissent maintenir leur niveau de vie.

Comme dans le cas de l'économie mondiale, on s'attendait généralement à ce que les activités économiques du Canada reprennent au deuxième semestre de 2013. Les prévisionnistes ont depuis revu à la baisse leurs projections au sujet du pays, et ce, en raison surtout des développements aux États-Unis. À la fin d'octobre 2013, la Banque du Canada a prévu une croissance de l'économie de 1,6 % en 2013, de 2,3 % en 2014 et de 2,6 % en 2015, grâce aux provinces riches en produits de base notamment l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve, qui jouent un rôle principal dans la croissance économique du Canada.

En 2013, le rendement relativement faible du pays émane en partie des exportations peu reluisantes. La Banque centrale s'attendait à une croissance des exportations au troisième trimestre. Cependant, le fléchissement de la demande mondiale et la turbulence fiscale sur le marché des États-Unis ont retardé cette hausse. L'année prochaine, une forte croissance économique aux États-Unis et un faible dollar canadien devraient entraîner des gains au chapitre des exportations.

En réponse à la faible croissance de l'économie et aux faibles taux d'inflation, la Banque du Canada va probablement maintenir les taux d'intérêt directeurs à 1 % au cours de 2015. Cette mesure pourrait réactiver le marché des logements, faire augmenter les emprunts et accélérer la croissance surtout dans les importants secteurs d'exportation.

La croissance mondiale et les exportations du Canada

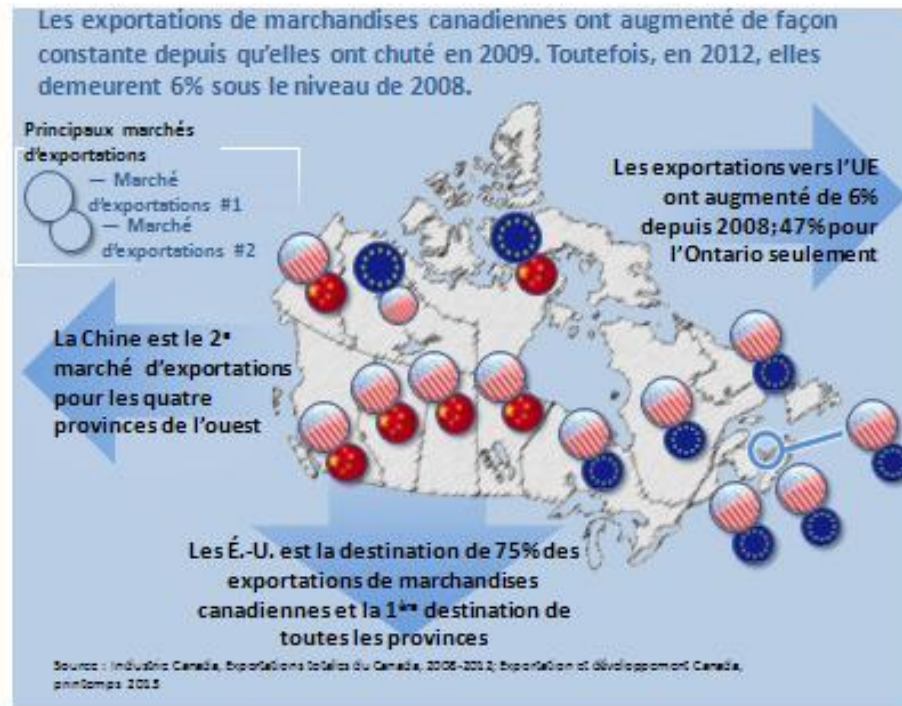
Le commerce international constitue une grande partie de l'économie du Canada, représentant plus de 45 % de son PIB. En 2012, les États-Unis, l'UE et la Chine étaient les trois premiers marchés des exportations canadiennes. Ensemble, ces pays ont reçu près de 90 % de toutes les expéditions. De loin le premier partenaire commercial du Canada, les États-Unis sont la destination typique de trois quarts des produits du Canada. En 2012, l'UE a reçu un taux de 8,5 % des expéditions canadiennes, et la Chine environ la moitié de ce taux. De 2008 à 2012, la Chine a dépassé le Japon pour devenir le troisième marché extérieur du Canada.

Compte tenu de la perspective de plus en plus incertaine pour ce qui est du principal partenaire commercial du Canada et des données disponibles portant sur une partie de l'année, il semble raisonnable de s'attendre à une croissance modeste des exportations en 2013 et 2014. Même si les entreprises canadiennes ont généralement bien accueilli l'entente commerciale provisoire conclue entre le Canada et l'UE, il faut attendre au moins deux ans avant que l'entente soit mise en œuvre et commence à avoir des effets sur les volumes des exportations.

Au cours des huit premiers mois de 2013, les principales exportations du Canada :

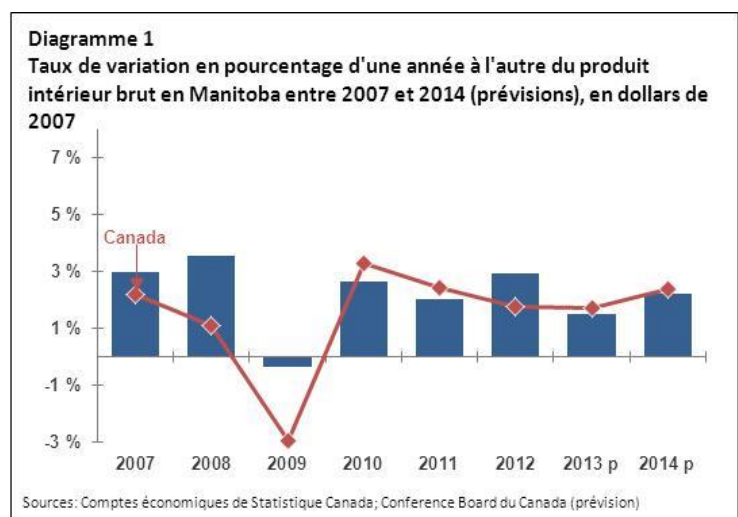
- aux États-Unis, étaient des produits énergétiques, y compris le pétrole et le gaz, l'énergie électrique, des véhicules à moteur et des pièces, du bois, les produits de petit bois d'œuvre, de pâte et de papier ;
- à l'UE, étaient des pierres précieuses et des métaux, y compris de l'or, des diamants, des avions et des pièces, du pétrole brut et des produits pétroliers ;

- à la Chine, étaient du bois, les produits de petit bois d'œuvre, de pâte et de papier, de la semence, des céréales, des huiles comestibles, des légumineuses, du fer et du minerai de cuivre.



Manitoba

Au Manitoba, l'économie continue de montrer des signes de résistance, ayant pratiquement surmonté les récentes difficultés financières qu'ont connues les autres provinces et le monde entier. En effet, l'emploi a connu une hausse régulière au cours des dernières années, atteignant des niveaux record en 2012. En allant de l'avant, les perspectives pour la province sont également favorables. Malgré que la croissance économique ait ralenti quelque peu en 2013 par rapport à 2012, l'emploi devrait demeurer à des niveaux record au cours des deux prochaines années. De plus, au Manitoba, le PIB devrait croître de 1,7 % au cours de 2013, avec une croissance annuelle constante jusqu'en 2015. Entre temps, le taux de chômage de la province devrait rester parmi les plus bas du pays, atteignant 5 % d'ici à 2015.



Ces perspectives positives peuvent être attribuées à un renforcement des principales industries de la province, dont la fabrication, l'agriculture et la construction. Au cours des prochaines années, on prévoit des gains d'emplois constants dans l'industrie de la fabrication du Manitoba, étant donné l'augmentation de la demande mondiale en technologie aérospatiale et en équipement de transport. De plus, on prévoit une croissance des industries agroalimentaires du Manitoba, puisque la demande en produits alimentaires continue d'augmenter à l'échelle mondiale.

Le secteur agricole du Manitoba est lié à l'industrie agroalimentaire. On s'attend à ce qu'il affiche une croissance à court terme, puisque les défis qui s'étaient présentés en raison des graves inondations ont été relevés. On prévoit que l'augmentation constante de la population mondiale exercera des pressions à la hausse sur les prix des produits agricoles, ce qui devrait contribuer à renforcer cette industrie. De plus, l'utilisation de produits agricoles pour la production de biocarburants aux États-Unis et en Europe devrait renforcer davantage l'industrie agricole du Manitoba.

En allant de l'avant dans la province, l'industrie de la construction devrait connaître une grande croissance et on prévoit qu'elle embauchera des milliers de Manitobains à court et à moyen terme. Dans la région de Winnipeg, on prévoit que la demande en logements continuera de croître, puisque les travaux continus liés à d'importants projets hydro-électriques au nord du Manitoba nécessiteront l'embauche de milliers de travailleurs. Depuis 2010, près de 10 milliards de dollars ont été investis dans plusieurs projets de grande envergure en cours, dont le projet de la centrale de Keeyask d'une valeur de 5,6 milliards de dollars et celui de lignes Bipole III d'une valeur de 3,3 milliards de dollars.

Cette année, l'industrie de l'extraction minière du Manitoba affichera probablement une croissance modeste. Mais, en se projetant dans la période de prévisions, on constate qu'il jouera un rôle de plus en plus important dans l'économie de la province. Les prix mondiaux de l'or et de l'argent ont chuté de 13 et de 20 % respectivement au deuxième trimestre de 2013. Cependant, la demande de métaux de base a entraîné une croissance des activités d'exploration dans la province, ce qui a donné lieu à la confirmation d'importants gisements de zinc, de nickel et de cuivre. À cela s'ajoutent les activités des sociétés minières visant à examiner actuellement la possibilité qu'il existe d'autres riches gisements de potasse, d'uranium et de diamants dans la province.

Pour la province, bien que les perspectives économiques demeurent positives dans l'ensemble, on prévoit que le Manitoba sera confronté à certains défis au cours des quelques prochaines années. Plus particulièrement, dans l'important secteur de la fonction publique de la province, l'embauche devrait être limitée étant donné que les gouvernements provincial et fédéral sont toujours aux prises avec d'importants déficits. Cette tendance devrait cependant s'inverser à long terme, puisqu'on prévoit une importante augmentation des dépenses publiques.²

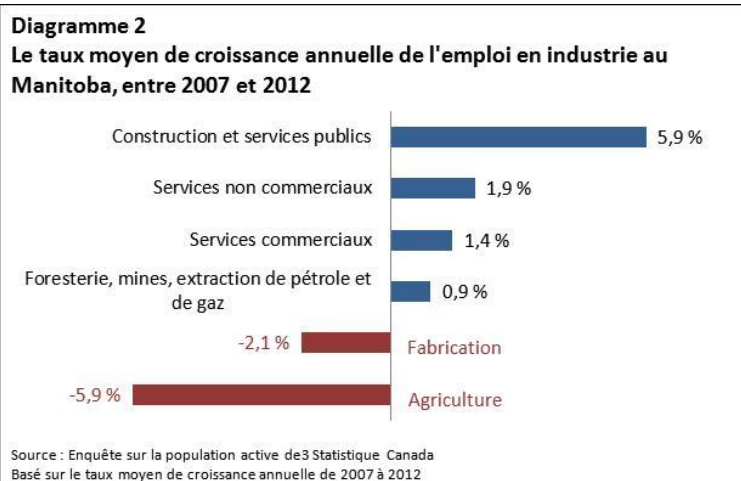
Dans l'ensemble, l'économie du Manitoba continue de bien se porter et de montrer des signes de force. Bien que l'on s'attende à ce que l'économie de la province ralentisse quelque peu cette année, le PIB devrait s'améliorer en 2014. Ainsi, le marché du travail du Manitoba demeurera probablement fort à l'avenir. Il devrait afficher des gains d'emploi tout en continuant à avoir des taux de chômage se classant parmi les plus bas au pays.

² Le Conference Board du Canada, Perspectives provinciales : prévisions économiques de long terme pour le Manitoba, mars 2013

Partie 2 : Situation du marché du travail régional, provincial et local

Emploi par secteur

Les industries de la construction et des services publics étaient à la tête de toutes les industries pour la croissance de l'emploi de 2007 à 2012, affichant un taux de croissance annuel de près de 6 %. Le secteur des services non commerciaux (éducation, santé et administration publique) a connu une croissance de près de 2 % au cours de la même période, alors que l'emploi dans les services commerciaux, qui englobent le commerce, l'alimentation et le logement, a augmenté de près de 1,5 %. L'emploi dans le secteur de l'extraction minière a augmenté un peu au cours des cinq dernières années et a affiché un redressement en raison du remplacement par la province des activités d'extraction minière déclassées par de nouvelles opérations, ainsi que grâce à l'expansion des projets d'extraction du gaz et du pétrole au Manitoba.



De 2007 à 2012, la croissance de l'industrie de la production des biens du Manitoba a été ralentie au cours des cinq dernières années en raison du faible rendement des industries clés. Bien que les prévisions relatives au secteur de la fabrication soient positives dans l'ensemble, le redressement prévu ne s'est pas encore amorcé. Le nombre de postes dans le secteur de la fabrication a baissé entre 2007 et 2012, étant donné que la demande dans ce secteur est liée à la lente reprise économique des États-Unis. L'important déclin qui a été enregistré dans le secteur agricole (-5,9 %) est un indicateur d'une tendance à la baisse qui persiste depuis des décennies. Par contre, la reprise continue qui est enregistrée après deux années consécutives d'inondations, combinée à la valeur élevée des récoltes, indique la possibilité d'une reprise dans ce secteur.

Tableau 1
Évolution de l'emploi par industrie au Manitoba entre 2007 et 2012

	2012	2007	Part en % 2012	Taux de croissance*
Emploi total, toutes les industries	630,1	598,6	100,0 %	1,0 %
Secteur de la production de biens	142,8	144,3	22,7 %	-0,2 %
Agriculture	21,3	28,9	3,4 %	-5,9 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	6,8	6,5	1,1 %	0,9 %
Services publics	7,7	5,4	1,2 %	7,4 %
Construction	44,0	33,5	7,0 %	5,6 %
Fabrication	63,0	69,9	10,0 %	-2,1 %
Secteur des services	487,3	454,3	77,3 %	1,4 %
Commerce	93,8	90,4	14,9 %	0,7 %
Transport et entreposage	36,8	34,9	5,8 %	1,1 %
Finance, assurances, immobilier et location	34,7	35,4	5,5 %	-0,4 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	28,8	25,5	4,6 %	2,5 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	20,2	17,4	3,2 %	3,0 %
Services d'enseignement	47,8	46,7	7,6 %	0,5 %
Soins de santé et assistance sociale	94,6	79,5	15,0 %	3,5 %
Information, culture et loisirs	24,0	24,2	3,8 %	-0,2 %
Hébergement et services de restauration	40,3	37,7	6,4 %	1,3 %
Autres services	28,5	25,0	4,5 %	2,7 %
Administrations publiques	37,8	37,6	6,0 %	0,1 %

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada
*Basé sur le taux moyen de croissance annuelle de 2007 à 2012

Emploi en fonction de l'âge

Entre 2007 et 2012, la meilleure croissance de l'emploi a été enregistrée dans le groupe des travailleurs de 55 ans et plus, et la croissance la plus faible a été observée dans le groupe des moins de 25 ans. Depuis 2007, les travailleurs âgés du Manitoba ont exercé une pression à la baisse sur le marché du travail, étant donné que plusieurs travailleurs ont décidé de continuer à travailler en raison de la récession. Ce phénomène a entraîné des pertes nettes d'emplois chez les jeunes travailleurs au Manitoba au cours des cinq dernières années. Cette tendance a été encouragée par l'augmentation de 5,2 % du taux d'activité sur le marché du travail des travailleurs de 55 ans et plus depuis 2007, alors que les autres groupes ont connu des baisses (pour les 15-24 ans, le taux a chuté de 3,6 points de pourcentage, et pour les 25-54 ans, il a baissé de 0,1 point de pourcentage).

De 2007 à 2012, on a enregistré une croissance de la population active de 1 % chez les deux sexes. Le pourcentage de femmes sur le marché du travail a augmenté un peu durant la récession de 2009, mais la population active a retrouvé le ratio qui avait été la norme au cours des dix dernières années, selon lequel les hommes représentent près de 54 % de la population active.

Emplois atypiques

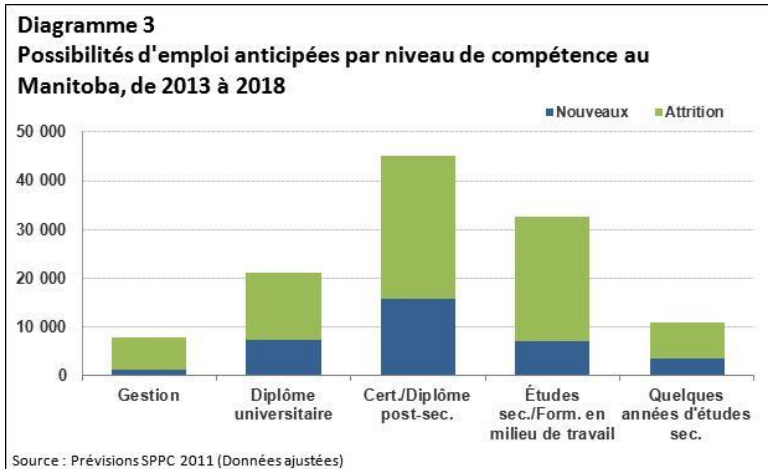
Entre 2007 et 2012, la croissance de l'emploi pour les emplois temporaires a été un peu plus forte que pour les emplois permanents. Au cours de cette période, les hommes ont occupé des postes qui sont

habituellement occupés par des femmes. L'emploi chez les hommes a augmenté dans toutes les catégories d'emploi (soit les emplois temporaires, saisonniers et contractuels ainsi que les emplois d'une durée déterminée), puisque la récession de 2009 a forcé les hommes à élargir leur recherche d'emploi. Cette tendance a commencé à s'estomper en 2012.

Les emplois à temps partiel et à temps plein ont augmenté au cours des cinq dernières années, alors que le nombre d'emplois autonomes a baissé de 1,1 %. Si cette tendance continue, la province risque d'atteindre le niveau d'emplois autonomes le plus faible depuis les années 1980.

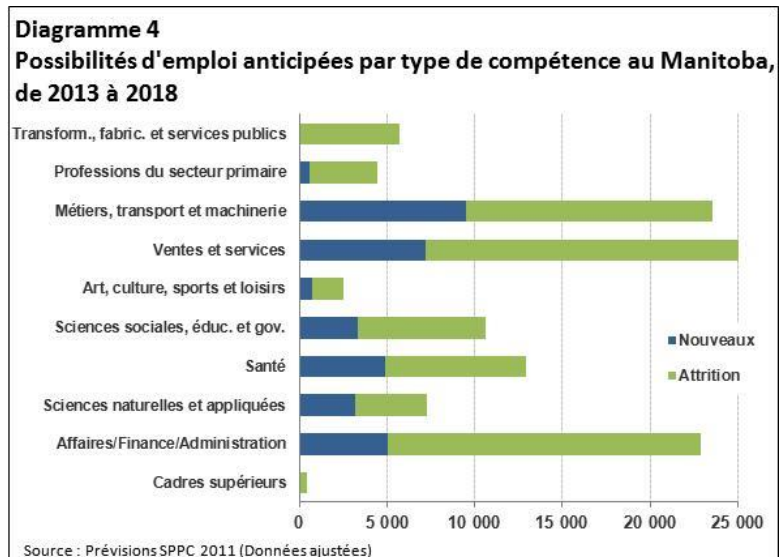
Possibilités d'emploi par niveau de compétence

La demande la plus forte risque de provenir des emplois hautement spécialisés qui exigent des études postsecondaires ou universitaires, ou encore de l'expérience en gestion. En fait, 63 % de toutes les possibilités d'emploi qui se présenteront au cours des cinq prochaines années exigeront ces qualifications. Durant cette même période, les emplois qui exigent un diplôme d'études secondaires ou une formation en milieu de travail continueront de représenter près de 28 % des possibilités d'emploi. Les perspectives d'emploi pour les travailleurs qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires sont moins positives. Moins de 9 % des possibilités d'emploi seront pour des emplois qui n'exigent pas de diplôme d'études secondaires.



Possibilités d'emploi par type de compétence

Au cours des cinq prochaines années, la grande majorité des possibilités d'emploi seront liées à trois types de compétences au Manitoba. Les emplois dans le secteur des ventes et services seront en tête de la demande avec près de 25 % des possibilités d'emploi prévues. Les emplois dans les affaires, les finances et l'administration représenteront 20 % des possibilités d'emploi; il en va de même pour les emplois dans les métiers, transport et machinerie. On s'attend à ce que la plus faible demande provienne des postes de cadres supérieurs.



Bien que la majorité des possibilités d'emploi se présenteront en raison de l'attrition pour tous les types de compétences au cours des cinq prochaines années, l'attrition sera particulièrement élevée pour les postes de cadres supérieurs ainsi que dans les professions du secteur primaire. Durant cette même période, on prévoit que toutes les

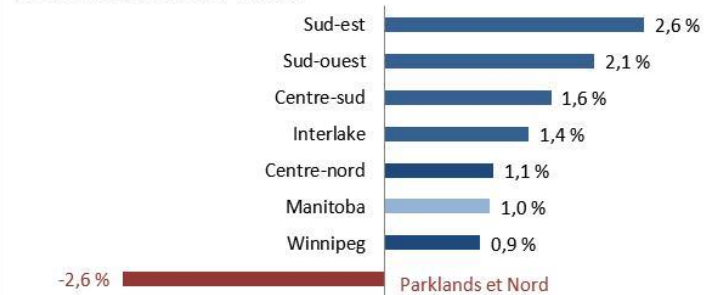
possibilités dans les secteurs de la transformation, de la fabrication et des services publics seront le résultat de l'attrition.

Situation du marché du travail local

Entre 2007 et 2012, la tendance positive de l'emploi au Manitoba a été reflétée dans toutes sauf une de ses régions économiques. Le taux d'emploi à Winnipeg a augmenté pour atteindre un niveau qui se rapproche de la moyenne provinciale, alors que les régions économiques du sud du Manitoba ont connu les meilleurs gains. La région du Sud-ouest a affiché le meilleur taux de croissance moyen, grâce à une croissance de plus de 2 % entre 2007 et 2012. La croissance de la population dans la région a été presque deux fois plus élevée que le taux provincial, et l'emploi dans les domaines de la construction, de l'éducation, des soins de santé et des finances a augmenté. La région économique Parklands et Nord, qui est vaste et peu peuplée, a connu une baisse de l'emploi de 2,6 % durant cette période. L'économie de cette région dépend beaucoup de projets d'investissement et de l'extraction minière. Étant donné que plusieurs mines approchent la fin de leur cycle de vie, la main-d'œuvre risque de traverser une période difficile, jusqu'à ce que plusieurs projets du nord de la province s'accélèrent et que leurs opérations s'étendent sur de nouveaux sites, comme les mines de Lalor Lake et Reed.

Diagramme 5

La croissance annuelle de l'emploi dans les régions économiques de Manitoba, de 2007 à 2012



Source: Enquête sur la population active de Statistique Canada
Basé sur le taux moyen de croissance annuelle de 2007 à 2012

Migration interprovinciale

Le Manitoba est une province qui souffre de migration de sortie nette de ses habitants vers les autres provinces. De 2006 à 2011, la province a perdu plus de 11 000 résidents qui sont allés s'installer dans d'autres régions. C'est la Colombie-Britannique qui en a attiré le plus grand nombre, alors que l'Alberta, province riche en ressources, en a reçu presque autant. En raison de sa taille, l'Ontario en a attiré également un nombre important. Ensemble, les provinces de l'Ouest ont attiré plus de 9 000 Manitobains au cours de cette période. Cette tendance devrait se poursuivre, étant donné que les marchés du travail de ces provinces se resserrent.

Évolution du marché du travail dans les segments de la clientèle

Immigrants et nouveaux arrivants

Les immigrants admis et non admis représentent une importante partie de la population active du Manitoba. Entre 2007 et 2012, le pourcentage de la population immigrée de la province a augmenté de 15,6 % à près de 18 % de la population totale. En fait, durant cette période, la population immigrée du Manitoba a augmenté plus rapidement que tout autre groupe, affichant une croissance de près de 11 % par année. Depuis 2007, près de 54 % de la croissance générale de la main-d'œuvre a été attribuée aux immigrants reçus.

Travailleurs autochtones

En 2011, chez les Autochtones du Manitoba, le taux de chômage se chiffrait à 13,8 %, soit presque trois fois supérieur à la moyenne de la population non autochtone (5,2 %). Cependant, le taux de chômage de la population autochtone de la province était inférieur à la moyenne nationale des

Autochtones. Bien que le nombre de travailleurs autochtones augmente à un rythme semblable à celui de la population autochtone, un taux de chômage élevé indique que les travailleurs autochtones éprouvent des difficultés à se trouver du travail.

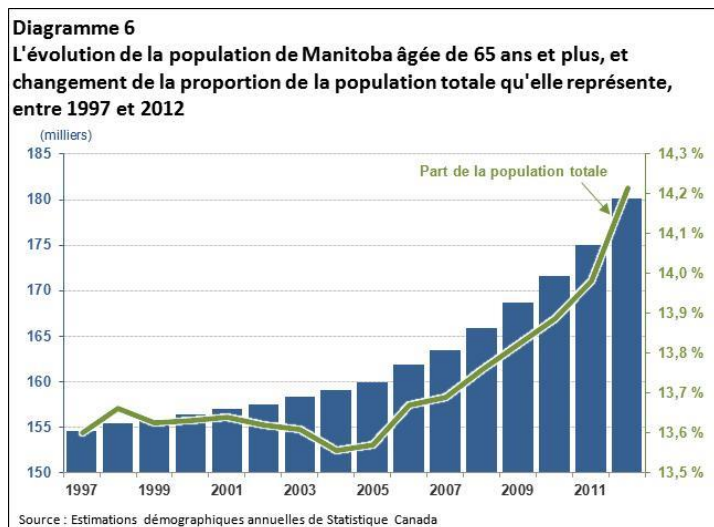
Travailleurs âgés

En 2012, les travailleurs de 55 ans et plus représentaient près de 20 % de la population active du Manitoba. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 2007, où ils ne représentaient qu'un peu plus de 16 % de la population active. Comparativement aux autres groupes d'âge, les travailleurs de 55 ans et plus ont été en tête de la croissance de l'emploi, et ils ont affiché des gains annuels moyens cinq fois plus élevés que la moyenne provinciale. En effet, près de 22 000 nouveaux emplois ont été créés dans ce groupe d'âge entre 2007 et 2012, atteignant un niveau record.

Un nombre croissant de travailleurs âgés sont demeurés sur le marché du travail en raison de la récession de 2009, comme l'indique leur principale source de revenus. Bien que les paiements de transfert aient très peu changé durant cette période et demeurent la première source de revenus primaire pour ce groupe, les revenus générés par l'emploi ont augmenté.

Aînés

Le nombre d'aînés au Manitoba a augmenté de façon constante au cours des 15 dernières années, passant de 154 500 en 1997 à plus de 180 000 en 2012. Bien que la proportion de travailleurs de 65 ans et plus soit demeurée entre 13 % et 14 % de la population active au cours des 15 dernières années, ce groupe devrait représenter un pourcentage croissant de la population active au cours des prochaines années, étant donné qu'un plus grand nombre d'enfants du baby-boom entreront dans ce groupe d'âge.



Travailleurs handicapés

Tout comme la Colombie-Britannique et la Saskatchewan, le pourcentage de personnes handicapées au Manitoba est supérieur à la moyenne nationale de 14,6 %. En 2006, 15,7 % de la population du Manitoba avait déclaré avoir une incapacité. Ce taux était inférieur en Alberta (13,6 %) ainsi que dans les territoires (le Nunavut 6,6 %, les Territoires du Nord-Ouest 8,6 % et le Yukon 13 %).

Le taux de chômage chez les personnes handicapées de 15 à 64 ans au Manitoba était presque deux fois plus élevé que chez le reste de la population. De plus, beaucoup moins de personnes handicapées ont participé au marché du travail au Manitoba. En fait, le taux d'activité sur le marché du travail chez les personnes handicapées était d'à peine 65,8 %, comparativement à 82,6 % chez le reste de la population.

Jeunes travailleurs

Bien que le taux de chômage chez les jeunes du Manitoba ait chuté de 2011 (11,6 %) à 2012 (11,0 %), il demeure plus de deux fois plus élevé que le taux provincial moyen. Parallèlement,

depuis 2007, le taux d'activité sur le marché du travail chez les jeunes a décliné, étant donné que plusieurs travailleurs âgés ont choisi de continuer à travailler durant la récession. Les jeunes du Manitoba ont réagi en se concentrant davantage sur leurs études. Le pourcentage de jeunes de 18 ans ayant un diplôme d'études secondaires en 2010/2011 était de 75 %, une augmentation par rapport aux années 2006/2007, où ce pourcentage se situait à 71 %. Bien que le taux de diplômés au Manitoba ait augmenté au cours des cinq dernières années, il demeure inférieur à la moyenne nationale de 83 %.

Communautés de langue officielle en situation minoritaire

En 2011, 90 % de la population du Manitoba ne connaissait que l'anglais, et près de 9 % connaissait les deux langues officielles. Les gens qui ne parlaient que le français ou une langue non officielle représentaient moins de 2 % de la population. En raison de son recours à l'immigration pour la croissance de la population active, le pourcentage de personnes dont la langue maternelle n'est pas l'une des deux langues officielles est supérieur à la moyenne au Manitoba (22,4 %, comparé à 20,6 % au niveau national). Cette tendance est très prononcée à l'extérieur de Winnipeg, où plusieurs immigrants s'installent. Dans les villes moins peuplées du Manitoba, moins de personnes parlent les deux langues officielles, et plus de personnes parlent une langue étrangère.

Conclusion

En 2013, bien que la croissance de l'économie du Manitoba doive être inférieure à celle de 2012, les perspectives demeurent positives. De 2007 à 2012, toutes les régions, à l'exception du nord de la province, lequel est peu peuplé, ont connu une croissance, ce qui fait que le Manitoba jouit de l'un des plus faibles taux de chômage au pays.

Le Manitoba sera très probablement confronté à des défis démographiques, étant donné que ses travailleurs vieillissants sont de plus en plus nombreux à quitter le marché du travail. À mesure que la population active atteint l'âge de la retraite, on s'attend à ce que les ouvertures découlant de l'attrition soient source de la majorité des possibilités d'emploi pour les cinq prochaines années.

Pour pourvoir ces postes, au cours des dix prochaines années, on s'attend à une demande croissante de travailleurs hautement spécialisés, alors qu'on prévoit que la demande baisserait pour les emplois qui n'exigent pas d'avoir de diplôme d'études secondaires. Ces emplois représenteront moins d'un poste sur dix. Heureusement, dans les programmes d'études postsecondaires, l'inscription a rapidement augmenté au cours des cinq dernières années. Malgré tout, le Manitoba étant une province qui souffre de migration de sortie et où la population autochtone n'est pas pleinement intégrée au marché du travail, la province continuera de compter sur une forte immigration pour assurer sa croissance économique.

Remarque : Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Service Canada, Région de l'Ouest et des Territoires, Manitoba

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec l'équipe de l'IMT à l'adresse : Imi-imt@workingincanada.gc.ca

Pour de plus amples renseignements sur les produits de Statistique Canada, veuillez consulter le site Web à l'adresse www.statcan.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2014, tous droits réservés

Annexes

Annexe A : Glossaire des termes

Population d'identité autochtone – Individus qui ont déclaré appartenir à au moins un groupe autochtone, c'est-à-dire Premières Nations, Métis ou Inuit, et/ou ayant déclaré être Indiens des traités ou Indiens inscrits selon la définition de la Loi sur les Indiens du Canada, et/ou ayant déclaré appartenir à une bande indienne ou à une Première Nation.

Taux de croissance annuel moyen composé – Taux de croissance moyen d'une année à l'autre pour un indicateur donné sur une période de plusieurs années. Bien que les indicateurs changent rarement à un taux constant, le rendement annuel composé égalise les chiffres grâce à un changement constant.

Employés – Personnes qui ont travaillé pendant la semaine de référence de l'Enquête sur la population active.

Produit intérieur brut (PIB) – Valeur de tous les biens et services produits au Canada, dans une province ou dans un territoire, souvent utilisée comme mesure d'ensemble de l'activité économique.

Population immigrée – Personnes qui habitent au Canada mais qui sont nées à l'extérieur du pays, à l'exception des travailleurs étrangers temporaires, des citoyens canadiens nés à l'extérieur du Canada et des personnes qui détiennent un visa de travail ou d'étudiant.

Population active – Nombre total d'individus de 15 ans et plus qui sont employés ou chômeurs la semaine précédant un sondage comme l'Enquête sur la population active ou le Recensement du Canada.

Emplois atypiques – Emplois autres que des emplois permanents à temps plein, incluant les emplois à temps partiel, temporaires ou autonomes.

Travailleurs âgés – Travailleurs de 55 ans et plus.

Taux de participation – La population active exprimée en pourcentage du groupe des personnes de 15 ans et plus.

Aînés – Personnes de 65 ans et plus.

Chômeurs – Personnes qui étaient sans emploi mais qui étaient disposées à travailler au cours de la période de référence de l'Enquête sur la population active.

Taux de chômage – Chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Travailleurs handicapés – Personnes qui ont déclaré avoir tout problème de santé ou condition physique ou mentale qui réduit le nombre ou le genre d'activités qu'elles peuvent accomplir. Ces problèmes incluent les problèmes d'ouïe, de vue et de communication, et les difficultés à marcher, à monter des escaliers, à se pencher, à apprendre ou à entreprendre des activités semblables.